

**BANQUE CENTRALE DU CONGO**



Direction des Analyses Economiques

**SITUATION ECONOMIQUE EN 2023 ET  
PERSPECTIVES POUR 2024**

Kinshasa, Novembre 2023

## 1. REVUE DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN 2023

La situation économique, au cours de cette année, a continué à se ressentir des chocs récurrents observés au cours des exercices antérieurs. Il s'agit des dommages collatéraux de la guerre en Ukraine (sanctions et mesures de rétorsion), des tensions géopolitiques, des contrecoups de la normalisation de la politique monétaire au niveau des économies avancées, des effets latents de la pandémie du COVID-19 et du changement climatique.

### 1.1. Environnement international

Selon les dernières estimations du FMI, la croissance mondiale se situerait à 3% en 2023 contre 3,5% en 2022. Elle est bien en deçà de la moyenne historique de 3,8% d'avant le choc COVID-19, comprise entre 2000 et 2019. Quant à l'inflation, elle est en train de décélérer. Elle se monterait à 6,9% contre 8,7% en 2022 consécutivement au durcissement de la politique monétaire de grandes banques centrales entamé depuis le deuxième semestre 2022. L'augmentation de taux d'intérêts directeurs a permis la baisse de la demande des produits de base et partant de leurs cours.

Hormis les chocs négatifs récurrents mentionnés ci-haut, il importe de relever, depuis le deuxième trimestre, la déflation et la crise immobilière en Chine. A tous ces chocs vient se greffer une nouvelle hypothèque apparue au dernier trimestre de 2023 avec l'embrasement du conflit au Proche-Orient, principalement et les menaces d'embargo de l'Iran contre l'Etat juif et certains de ses alliés. D'ores et déjà, une flambée de 3 % du baril a été notée depuis la mi-novembre courant.

Cependant, les réponses à ces différents chocs semblent diverger selon les régions. En effet, un clivage s'observe entre, d'une part, le ralentissement de l'inflation et de la croissance dans les économies avancées et émergentes, et d'autre part, la hausse persistante du niveau général des prix et le maintien des taux de croissance relativement élevés dans les pays en développement, principalement ceux de l'Afrique au Sud du Sahara.

Comment a évolué l'environnement économique interne de la RDC en tenant compte des contraintes imposées par l'environnement international et des opportunités que ce dernier lui offre, d'une part, et des forces et faiblesses du pays, s'agissant d'une petite économie ouverte, dollarisée et à prédominance fiduciaire, confrontée à un conflit à l'Est voilà plus de 25 ans ?

## **1.2. Environnement intérieur**

La situation dans les quatre principaux secteurs de l'économie nationale est déroulée comme ci-après :

### **1.2.1. Secteur réel**

L'évolution de la croissance se démarque nettement de la situation internationale et de la moyenne en Afrique Sub-Saharienne. Contrairement à la plupart des pays et malgré le Conflit à l'Est, l'économie congolaise est demeurée résiliente avec un taux de croissance estimé à 6,2 % contre 3,6 % en moyenne pour l'Afrique Subsaharienne et 3 % pour l'économie mondiale. Cette fermeté de la croissance procède de la dynamique des activités dans le secteur extractif en raison de niveaux soutenables de la demande internationale du Cuivre.

S'agissant des prix intérieurs, la RDC a été en proie à l'accélération de l'inflation. Comparativement au score de 13,1% enregistré en 2022, le rythme de formation des prix intérieurs en glissement annuel atteindrait 21,8% d'ici la fin de l'année. Cette situation prend fait et cause notamment dans les contrecoups de la dépréciation monétaire expliquée principalement par le creusement du déficit courant et transitoirement par les perturbations de l'approvisionnement des produits énergétiques et alimentaires à la suite de la guerre en Ukraine.

### **1.2.2. Secteur des finances publiques**

La conduite de la politique budgétaire a continué à reposer sur deux règles de base : la renonciation à tout financement monétaire du déficit public et l'observance d'un risque d'endettement modéré. Les efforts de mobilisation des recettes ont légèrement reculé passant de 16,9% du PIB en 2022 à 14,3% en 2023. Par contre, l'effort d'ajustement des dépenses s'est poursuivi avec des ratios projetés à 15,9% en pourcentage du PIB contre 17,5% en 2022.

En termes nominaux en FC, les recettes, en ce compris les dons, vont totaliser 23.482 milliards de FC contre 22.423 milliards une année auparavant. S'agissant des dépenses publiques, elles sont attendues en 2023 à 26.011 milliards de FC contre 23.113 milliards de FC en 2022. Elles comprennent des dépenses courantes de 15.733 milliards de FC (9,6% du PIB) et des dépenses d'investissement de 7.240 milliards de FC (4,4% du PIB) contre respectivement 14.875 milliards (11,2% du PIB) et 5.050 milliards de FC (3,8%) en 2022. Le déficit budgétaire consolidé base caisse est projeté à 1.390 milliards de FC à fin décembre 2023, soit -0,8% du PIB contre des réalisations préliminaires de 1.549 milliards de FC en 2022, soit 1,2% du PIB. Ce déficit est financé par les produits des titres publics (Bons et Obligations du Trésor), les prêts budgétaires et les prêts-projets.

### 1.2.3. Secteur extérieur

Dans le cadre de la poursuite du régime des changes flottants, deux principes ont guidé la régulation du marché des changes : le lissage de la volatilité du taux de change et l'accumulation des réserves internationales. Le *taux de change* a été en butte en 2023 à de fortes fluctuations si bien que depuis le début de l'année la dépréciation du taux de change a été de 22,5 % sur le marché interbancaire et 18,4 % sur le segment parallèle contre 0,7 % et 2,6 % à l'année 2022 ! Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment :

- L'accélération du déficit du compte courant de la Balance des Paiements tiré en grande partie par les sorties au titre des revenus de placement appâtés par la rémunération très lucrative des dépôts bancaires à l'extérieur à la suite de l'ajustement significatif des taux directeurs de principales Banques Centrales des économies avancées, la Federal Reserve et la Banque Centrale Européenne ;
- La faible mobilisation des recettes publiques par rapport aux prévisions contrastant avec la concentration des dépenses publiques, notamment de souveraineté et de sécurité sur les derniers six mois de l'année, pour causes de recrudescence du Conflit à l'Est du pays. Ce qui a conduit à l'expansion de la base monétaire non suffisamment compensée par les capacités d'absorption de la liquidité par la Banque Centrale ;
- Les besoins cycliques des devises qui caractérisent le début de chaque l'année ;
- L'insuffisance de l'offre interne des devises suite à la stagnation des dépôts en monnaies étrangères dans les banques commerciales.

S'agissant des Comptes extérieurs, la balance des biens indique des exportations et des importations respectivement de 28,6 milliards et 26,7 milliards de USD, dégagant un solde excédentaire de 1,9 milliards de USD. L'intégration de la balance des services de -5,6 milliards de USD aux soldes des revenus primaires et secondaires permet de dégager un déficit courant de 3,6 milliards. L'agrégation aux soldes du compte financier de 925 millions d'USD et à celui des opérations financières indique un solde global de -1,041 milliards d'USD contre 854 millions d'USD en 2022. Depuis le début de l'année au 07 décembre 2023, les réserves internationales se sont accumulées de 4,8 milliards de USD, soit 2,59 mois d'importations.

### 1.2.4. Secteur monétaire et du crédit

Entre 2022 et 2023, l'offre de monnaie globale (passif monétaire au sens large) est passée de 25.827 milliards de CDF à un montant estimé de 34. 159 milliards de FC faisant apparaître une variation de 32,2% contre 6% précédemment. Cette forte expansion de l'offre de monnaie est corrélée à l'évolution de l'inflation.

Pour la base monétaire, elle est passée à 7.455 milliards de CDF à fin 2022 à 8.834 milliards à fin 2021, soit une variation de 18,04 % contre 20,4 %.

Le multiplicateur monétaire est demeuré stable, passant de 4,1 points à 3,8 points. L'évolution de l'offre de monnaie a découlé de l'expansion des actifs extérieurs nets de 40,04 % contre 28,0 % tandis que l'évolution des actifs extérieurs nets a augmenté de 6,04 % contre -2,8 % en 2022.

A propos des crédits au secteur privé, ils sont passés de 11.276 (9% du PIB) à 17.652 milliards de CDF (11% du PIB) d'une année à l'autre du fait de l'augmentation rapide des crédits en devises.

Evoluant de pair avec l'inflation (lien plus de causalité que de corrélation), le taux de dollarisation, mesuré par le rapport entre les dépôts en devises et l'offre de monnaie, s'est établi à 78,3% en 2023 contre 74,1% à fin 2022 et 75,6 % à fin 2021.

L'analyse des instruments de la politique monétaire relève que le taux directeur est passé de 8,25% à fin décembre 2022 (soit -4,6 points en termes réels) à 25 % à fin 2023 (soit 3,2 points en termes réels). L'encours des Bon de la Banque Centrale est passé de 205 milliards de FC à fin décembre 2022 et établi à 325 milliards de CDF au 08 décembre 2023, soit un retrait de la liquidité de 120,0 milliards de CDF.

En date du 19 juin 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé de la restauration du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale, passant de 0,0 % à 10,0 %. Les niveaux des autres coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2022, à savoir : 0,0% pour les dépôts en monnaie nationale à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

## 2. PERSPECTIVES POUR 2024

Les perspectives de l'activité économique mondiale demeurent fragiles et incertaines au regard des incertitudes grandissantes procédant des tensions géopolitiques résultant de deux principaux conflits armés et de la dégradation des conditions climatiques.

En effet, à l'enlèvement du conflit russo-ukrainien s'est ajoutée l'escalade au Proche-Orient, et ce, dans un contexte de persistance des conséquences du réchauffement climatique. Toutes ces situations conduiraient à la hausse des prix mondiaux des matières premières. Ce qui peut engendrer de nouvelles pressions sur le rythme de formation des prix et compromettre la croissance mondiale dans un contexte de risque avéré d'une crise de la dette.

Sans préjudice des contraintes de l'environnement international, les perspectives pour l'économie nationale se présentent comme suit :

### 2.1. Secteur réel

Avec l'option levée par les Autorités de durcir la politique monétaire tant que les réalisations d'inflation dépasseraient la cible visée de 11,6% d'ici à fin décembre 2024, il est escompté une décélération du rythme de formation des prix intérieurs. S'agissant de la croissance, le niveau attendu est de 4,4% en raison du repli de la demande internationale du cuivre et du cobalt ainsi que des effets restrictifs sur la demande intérieure du resserrement de la politique monétaire.

### 2.2. Secteur des finances publiques

Les ressources et les dépenses sont respectivement projetées à 14,8% et 16,2% du PIB contre respectivement 14,3% et 15,9% en 2023. En rapprochant les recettes internes de 25.431 milliards de CDF aux dépenses primaires, il se dégage un solde intérieur de 1127 milliards correspondant à -0,6 % du PIB. Ce déficit sera couvert par le produit des titres publics et les appuis budgétaires.

### 2.3. Secteur extérieur

Dans un contexte du maintien de régime des changes flottant, la politique de change sera prudente. Elle se fondera sur le renforcement du niveau des réserves internationales et des hypothèses d'intervention sur le marché seulement en cas de volatilité extrême du taux de change. Les prévisions situent les exportations et les importations respectivement à 28,9 milliards de USD et 28,5 milliards. Les cours des principaux produits intéressant l'économie congolaise vont connaître des légers replis par rapport à leurs niveaux de 2023. Le compte courant connaîtrait un ralentissement subséquent à la réduction du solde de la balance des services. Le compte financier enregistrerait une accumulation des réserves officielle de 848 millions d'USD.

En outre, il est escompté, avec les discussions dans le cadre de la requête d'un financement au titre de la nouvelle facilité pour la résilience et la durabilité, le bénéfice pour la RDC d'un financement à long terme.

#### **2.4. Secteur monétaire et du crédit**

Les prévisions situent l'offre de monnaie et la base monétaire à 41.226,0 milliards et 10.636,0 milliards de CDF, soit des accroissements respectifs de 20,7 % et 20,4% contre respectivement 18,4 % et 15,4 %. Le multiplicateur monétaire est projeté à 3,9 points. Avec la baisse attendue de l'inflation en 2023, la vitesse de circulation de la monnaie passera de 4,8 à 4,7. Ce qui impliquera une augmentation de la demande de monnaie à due concurrence. Quant au crédit à l'économie, son ratio en termes de PIB passera de 8,4 % à 8,8 %. Le taux de dollarisation, mesuré par le rapport entre les dépôts en devises et l'offre de monnaie, connaîtrait un léger repli passant de 78,3 % à 73%, subséquemment à la baisse de l'inflation et de la dépréciation monétaire.

Dans le cadre du resserrement de la politique monétaire, il est prévu après le signal de fin novembre 2022, d'autres relèvements graduels du taux directeurs selon l'évolution de l'environnement dans le but d'ancrer les anticipations de l'inflation à la cible de 11,6% et ainsi éviter l'installation des effets de second tour avec le mouvement d'indexation généralisée des prix.

Les réformes visant à renforcer le cadre de politique monétaire et de la gouvernance de la Banque Centrale vont se poursuivre pour améliorer la gestion de la liquidité et la crédibilité de l'Institut d'Emission.

### **3. RISQUES ET HYPOTHEQUES**

**Au plan externe, ils prennent fait et cause :**

- Au plan de la croissance, dans la poursuite du conflit russo-ukrainien et de celui du proche orient, les incertitudes tenant aux effets du réchauffement climatique et à la persistance des effets décalés de la pandémie du COVID-19 ;
- Au plan de l'inflation, dans le retournement imprévu de l'inflation avec le risque de crise pétrolière véhiculée par l'embrasement du conflit au proche orient.

**Au plan interne, les craintes émergent des faits suivants :**

- Les contrecoups éventuels des élections de décembre 2023 ;
  - Les incertitudes quant à l'issue du conflit à l'Est du pays ;
  - Les anticipations spéculatives nourries par la baisse des cours du cuivre et du cobalt.
-